

CULTURE ET CORONAVIRUS

Pas toutes et tous sur la même page

Luc Caregari

Face au confinement et à la fermeture des lieux de loisirs et de culture, la scène luxembourgeoise a fait preuve d'inventivité. Mais la crise laisse aussi apparaître les inégalités persistantes et les aggrave encore davantage.

Il aura fallu quelques jours au barde populaire Serge Tonnar et son collectif Maskénada pour monter le programme « Live aus der Stuff » : des artistes luxembourgeois-e-s qui chantent, jouent ou lisent depuis leur lieu de quarantaine. Même RTL joue le jeu et rediffuse les performances sur sa chaîne. Ce qui est une bonne idée : peut-être qu'ainsi enfin certains milieux vont se rendre compte de la richesse de la scène locale. Très louable aussi le fait que cette initiative a entraîné le ministère de la Culture dans son sillage et que les artistes sont payé-e-s pour leurs performances. En même temps, si c'est diffusé à la télévision Bertelsmann, mieux vaut qu'il y ait un retour financier.

Mais il y a autre chose qui frappe avec ces petites performances émises du canapé. C'est qu'elles cristallisent

aussi tous les problèmes d'un secteur aux grandes inégalités et aux inégalités complexes. Déjà que pour émettre de son salon, nul besoin de technicien-ne-s du son ou de la lumière, pas de régisseur de salle non plus, ni de responsable de production... bref, toute la chaîne de boulots qui normalement reste invisible au public consommateur de culture n'est pas nécessaire au temps du coronavirus. Alors que ce sont elles et eux qui la plupart du temps sont les chaînons les plus vulnérables et les plus précaires du business - qui ne tourneraient nullement sans eux.

Mais ce n'est pas comme si le ministère et ses administrations les avaient oublié-e-s. Joint par le woxx ce lundi, le premier conseiller au ministère de la Culture, Jo Kox, indique avoir passé tout son week-end au télétravail pour trouver des solutions pour le secteur : « Nous avons travaillé avec la commission consultative des intermittents pour trouver des solutions que nous pourrions proposer au gouvernement. Entre autres, nous sommes aussi en contact permanent avec les institutions et les maisons de la culture, pour évaluer

leurs pertes et les amener à trouver des solutions avec les artistes. »

Le travail semble avoir porté ses fruits, puisque mardi après-midi le gouvernement a communiqué sur son « Soutien du secteur culturel face à l'épidémie de coronavirus Covid-19 ». Certes avec un retard sur l'Allemagne, où la ministre de la Culture Monika Grütters avait annoncé dès le week-end qu'un paquet de mesures était en train d'être ficelé. Présenté mardi, ce programme fait aussi la part belle au poids économique de la culture : une valeur ajoutée de 100 milliards d'euros par an pour toute l'économie culturelle et créative allemande. Au Luxembourg, ce taux n'a même pas encore été calculé pour l'instant - même si des études sont en train d'être réalisées.

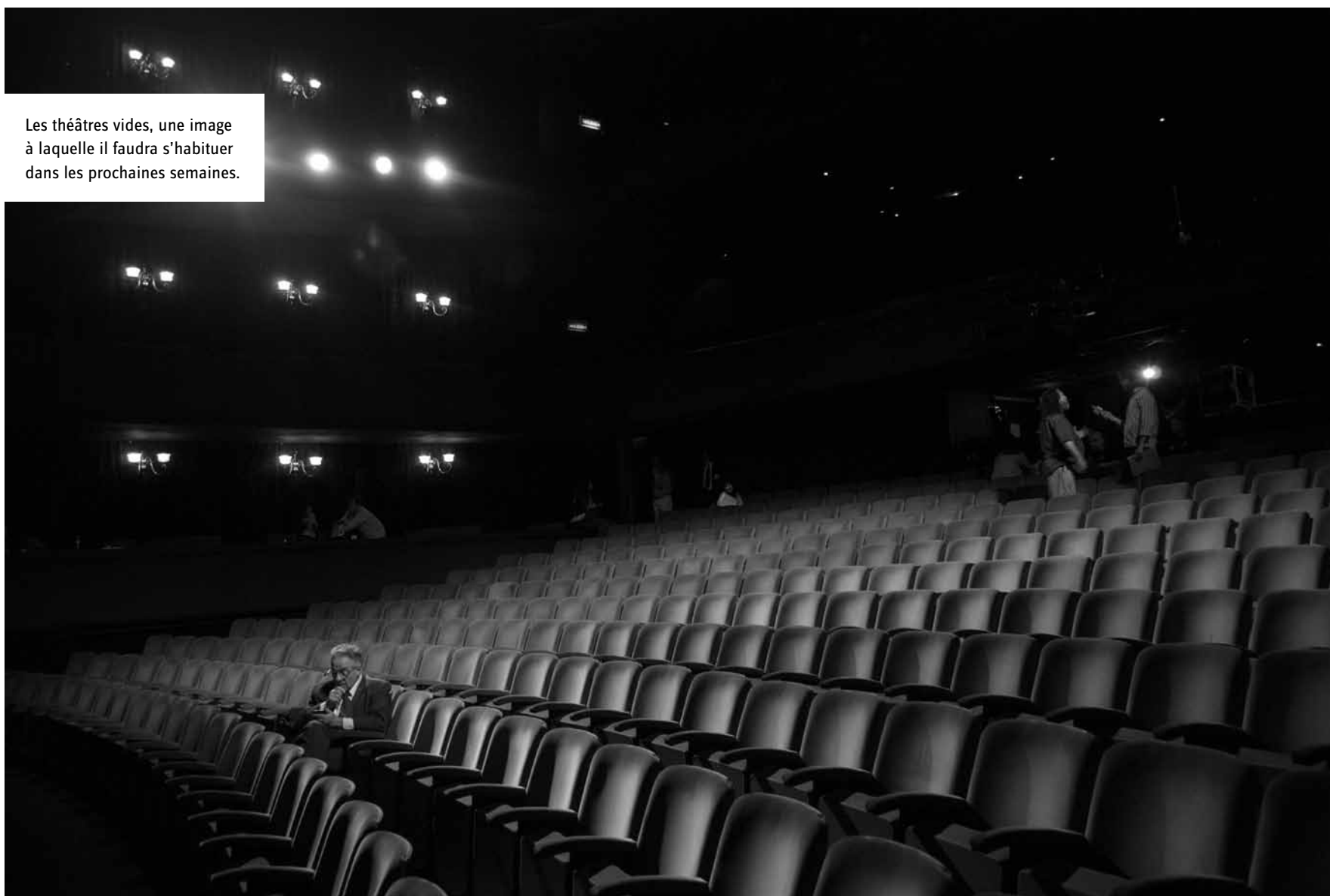
On comble les trous pour les intermittent-e-s et artistes

Pourtant, à y regarder de près, les efforts faits par le gouvernement luxembourgeois pour aider les intermittent-e-s et les artistes indépendant-e-s professionnel-le-s se résument à combler les trous que la

pandémie va certainement creuser dans les fins de mois déjà limites de celles et ceux qui ont pris le risque de vivre de leur passion. Ainsi, il est prévu de verser des « aides à caractère social » (c'est ainsi que s'appellent les indemnités depuis le passage de la libérale Maggy Nagel à la culture), « jusqu'à hauteur du salaire social minimum pour personnes qualifiées, à condition que les difficultés à effectuer les prestations artistiques soient liées à cet événement exceptionnel ». En plus, des indemnités journalières supplémentaires pourraient être versées à la même condition. Et attention : c'est aux requérant-e-s de démontrer que « le défaut d'activité artistique est en relation directe avec l'événement exceptionnel ».

Au-delà du fait que désigner une pandémie qui a provoqué une crise sanitaire jamais vue d'« événement » est un vocable un peu douteux, le fait que ce sont les intermittent-e-s et les artistes qui devront démontrer que leurs pertes résultent bel et bien de la fermeture des institutions culturelles est absurde. Et témoigne toujours et encore de la méfiance cultivée à l'Hôtel des Terres Rouges - où

Les théâtres vides, une image à laquelle il faudra s'habituer dans les prochaines semaines.



BEATRICE MURCH-WIKIMANIA

siège le ministère - envers ces professions, qui ne paient peut-être pas au niveau de la rémunération d'un-e fonctionnaire d'État, mais qui compensent cela par la passion du travail accompli. Rappelons-le encore une fois : sans les intermittent-e-s, pas de spectacle - même sans pandémie.

Une autre différence avec l'approche allemande saute aux yeux : Grütters met en avant le fait que pour les projets subventionnés par l'État fédéral allemand tombant à l'eau à cause de la situation, son ministère ne demandera pas de remboursement. Une mesure similaire est prise au Luxembourg, malgré la formulation peu limpide : « Concernant les subsides pour des projets annulés, le ministère de la Culture est disposé à maintenir son engagement sous condition que les engagements pris envers les artistes soient également respectés majoritairement », peut-on lire dans le document. Ce qui n'engage à rien de concret.

Certes, il est louable que le maintien des subsides soit conditionné au bon traitement des artistes (et technicien-n-es on suppose), mais cette phrase ne dit rien sur les contrats

passés entre les artistes et les institutions. Ces derniers comportent tous des clauses sur des cas de forces majeure - mais toujours au détriment des artistes et pas de l'organisateur. Une disposition dans les contrats types qui révèle aussi les relations de dépendance créées par la gestion de notre écosystème culturel.

La vieille méfiance transparait même en mode de crise

Bref, la bureaucratie culturelle a réagi face à la pandémie, à sa façon, mais c'est déjà ça. En France par exemple, le secteur ne semble pas compter parmi les soucis du gouvernement d'Édouard Philippe : sur le site du ministère de la Culture français, un communiqué indique que « le ministère de la Culture se mobilise pour les entreprises de spectacle » et qu'il dispose d'une « cellule de veille » - rien de plus pour l'instant.

Nonobstant, ces mesures ne font pas que des heureuses et des heureux. Ainsi l'artiste Nora Wagner, qui a poussé un coup de gueule sur Facebook, relayé par nombre d'autres

pages ensuite. Elle y épingle justement le fait que les aides sont conditionnées à des annulations - d'expositions dans son cas - dues à la pandémie du coronavirus : « Voici une nouvelle révolutionnaire, cher gouvernement : nous ne gagnons pas notre pain avec des expositions ! Les expositions sont préparées pendant notre 'temps de loisir' la plupart du temps sans rémunération. Beaucoup d'artistes indépendant-e-s se financent à travers des jobs secondaires : ils servent dans les bistrotts, organisent des workshops, travaillent sur des chantiers, font de la médiation culturelle dans les musées, jouent les guides touristiques et ce qu'ils trouvent d'autre. Dans tous ces jobs, il n'y a aucune sécurité sociale, souvent même pas de contrat. Ce sont ces jobs-là qui sont annulés maintenant, et il n'y a pas de revenu en vue et aucune structure à laquelle on peut s'adresser. »

Avec ces quelques lignes, elle a parfaitement résumé les inégalités qui structurent toujours notre secteur culturel et le fait que ce sont les plus vulnérables qui trinquent toujours le plus. Déjà que dans les pre-

mières mesures prises par le gouvernement dans le cadre du plan de développement culturel « KEP », comme l'instauration - enfin - d'une TVA super-réduite pour le secteur artistique, ce sont encore une fois les invisibles qui n'ont pas été récompensé-e-s, car pas visé-e-s par cette réduction. En plus, selon le KEP, une réforme de la loi sur les intermittent-e-s et les artistes professionnel-le-s indépendant-e-s n'est prévue qu'au deuxième semestre 2021 - si la récession dans laquelle nous jettera la pandémie n'injecte pas trop d'argent public dans les entreprises et les banques, qu'il faudra évidemment sauver.